



CNLA

Conseil national des lignes
aériennes du Canada

Impacts potentiels de l'application ArriveCAN sur certains secteurs canadiens

Mémoire au Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes (CIIT)
Au nom du Conseil national des lignes aériennes du Canada (CNLA)

Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent du commerce international,

Le Conseil national des lignes aériennes du Canada (CNLA) vous remercie de prendre le temps de lire ses commentaires sur les *Impacts potentiels de l'application ArriveCAN sur certains secteurs canadiens*. Il s'agit d'une étude importante, qui tombe à point alors que les voyages par voie aérienne, et l'industrie du tourisme en général, sont en voie de rétablissement.

Comme vous le savez peut-être, le Conseil national des lignes aériennes du Canada est l'association corporative représentant les plus grands transporteurs aériens de passagers nationaux et internationaux du Canada, à savoir Air Canada, Air Transat, Jazz Aviation LP et WestJet. Nous promovons des déplacements aériens sûrs, durables et concurrentiels grâce à l'élaboration de politiques, de règlements et de lois qui favorisent l'implantation d'un système de transport de calibre mondial.

À titre de transporteurs aériens, nous déployons et mettons en application des politiques au nom du gouvernement fédéral, y compris les politiques adoptées pendant la pandémie de COVID-19.

Avant la pandémie, nos membres transportaient collectivement chaque année plus de 80 millions de passagers, employaient directement plus de 60 000 personnes et constituaient un élément essentiel du secteur du transport aérien et du tourisme au Canada dans son ensemble, un secteur qui représentait plus de 630 000 emplois. Avant mars 2020, nos aéroports avaient atteint une croissance sans précédent et avaient enregistré un nombre record de passagers. Les Canadiens n'avaient jamais été aussi bien reliés les uns aux autres, et au monde entier.

Comme en sont conscients les membres du Comité, peu d'industries ont été frappées par la pandémie comme les compagnies aériennes du Canada et leurs employés. En effet, notre secteur a été le premier et le plus durement touché, et il est le dernier à se redresser. Bien que nous soyons optimistes quant à l'avenir des voyages aériens, et que nous soyons heureux de voir que des passagers souhaitent reprendre contact avec le reste du monde, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que nos compagnies aériennes demeurent concurrentielles sur le plan mondial.

L'aviation est une industrie mondiale qui demande de la constance, de la prévisibilité et de l'uniformité. C'est pourquoi nous recommandons que le gouvernement fédéral passe en revue toutes les restrictions datant de l'époque de la pandémie, y compris l'utilisation de l'application ArriveCAN, en veillant à suivre l'évolution des données probantes et des connaissances scientifiques.

Les restrictions sanitaires toujours en place au Canada, dont la plupart ne concernent que les voyages, nous placent à l'écart d'une liste croissante de plus de cinquante pays ayant abandonné toutes leurs restrictions en matière de voyage. Plus de cent pays ont abandonné les exigences en matière de vaccination pour les voyageurs étrangers, une norme que n'atteint pas le gouvernement du Canada même dans ses plus récentes annonces. Les changements annoncés pour la vaccination obligatoire en juin 2022 sont un pas dans la bonne direction, mais il reste du travail à accomplir.

Le problème du manque de personnel à l'ACSTA comme à l'ASFC est urgent; nous sommes heureux de voir arriver des investissements du gouvernement fédéral afin d'y remédier.

Cependant, la continuation des mesures de l'époque de la pandémie rend les voyages complexes et déroutants pour les voyageurs, en plus de maintenir le Canada à l'écart des autres pays.

Le Conseil national des lignes aériennes du Canada croit que l'application ArriveCAN est dépassée et qu'elle n'est plus utile. Cette application est un bon exemple de mesures de l'époque de la pandémie qui doivent être réévaluées en fonction des conditions de santé publique actuelles.

Le temps de traitement pour les passagers a considérablement augmenté après l'entrée en vigueur de la déclaration obligatoire au moyen de l'application ArriveCAN aux points d'entrée. Même avec des taux élevés de conformité, que l'Agence des services frontaliers du Canada estime à 99,65 %, les temps de traitement sont environ cinq fois plus longs qu'avant la mise en place d'ArriveCAN.

Les vérifications de santé et les questions auxquelles sont soumis les voyageurs en double aux points de vérification gouvernementaux avec l'application ArriveCAN allongent les files d'attente aux douanes. Nous estimons que le temps de traitement est passé d'environ 30 secondes à au moins deux minutes et demie par voyageur. Avec le manque de ressources dans les aéroports et à la reprise des voyages, ArriveCAN crée d'importants embouteillages.

De plus, il est important de souligner que l'application ArriveCAN a soulevé d'importantes préoccupations quant à l'accès universel. Ensemble, les membres du CNLA desservent 302 destinations internationales. Les lacunes en matière d'infrastructures et les barrières de langue posent problème aux voyageurs qui soumettent leurs informations dans l'application, ce qui amène des retards importants à l'arrivée dans les aéroports canadiens.

En outre, l'application ArriveCAN a été conçue afin de réduire la complexité des voyages dans le contexte de la pandémie. Il est important que ces systèmes s'adaptent autant à ce que nous savons maintenant sur la COVID-19 qu'à la réalité du voyage de nos jours.

Sous sa forme actuelle, le système ne fonctionne tout simplement pas. L'utilisation continue de l'application ArriveCAN occasionne des embouteillages dans les aéroports et nuit de plus en plus à la réputation du Canada en tant que destination pour les touristes internationaux, et ce, sans offrir d'avantages pour la santé publique qui justifieraient tant soit peu les conséquences que son utilisation obligatoire entraîne.

Les outils numériques ont un énorme potentiel pour rendre le voyage plus pratique, sécuritaire et efficace, mais pour cela, ils doivent être mis en œuvre efficacement. Le CNLA serait favorable à une nouvelle politique d'utilisation d'ArriveCAN qui tirerait profit des avantages de l'utilisation d'un forum numérique pour permettre aux Canadiens de soumettre leurs informations au moment d'entrer au pays. Cependant, pour éliminer les problèmes que pose la politique actuelle, l'utilisation de l'application ne devrait pas être obligatoire. Le gouvernement du Canada devrait accroître l'accessibilité en offrant des options analogues aux voyageurs. L'ASFC devrait mettre au point un système de triage pour diriger les voyageurs aux agents des services frontaliers dans les points d'entrée des aéroports et faciliter le passage rapide des passagers qui ont soumis leur documentation vers les contrôles douaniers, tout en permettant aux agents des services frontaliers de consacrer plus de temps aux voyageurs qui requièrent une attention particulière.

En fin de compte, c'est à l'AFSC et aux ministères et organismes partenaires, qui ont les renseignements pertinents, qu'il revient de définir une solution de politique précise qui résoudra le problème de l'utilisation obligatoire de l'application ArriveCAN. Le Conseil national des lignes aériennes du Canada vous soumet ces propositions constructives en toute déférence, en espérant qu'ils mèneront à une collaboration plus étroite avec le gouvernement du Canada afin de trouver une solution réalisable.